

Etudiant-e-s, Lycéen-ne-s en ligne de mire du gouvernement

De même que pour les salariés avec la remise en cause de la retraite et de la sécu, les lycéen-ne-s et étudiant-e-s sont aussi des cibles des politiques actuelles.

Conformément aux souhaits du MEDEF, l'enseignement public va être abandonné aux mains des intérêts privés...

...dès le lycée...

Tout d'abord, avec le projet d'instauration d'un socle commun en première et terminale, qui vise à marginaliser les cultures "non rentables" économiquement (philosophie, histoire...) et à valoriser la culture d'entreprise (management, communication...). **Les nombreuses options qui étaient offertes au libre choix des lycéen-e-s sont aussi de plus en plus marginalisées.** Tout cela permettra d'uniformiser l'enseignement et de surcharger encore plus les classes.

A court terme, l'objectif des lycées ne sera plus de fournir des savoirs mais de former à des compétences directement rentables et à durée de vie limitée.

... puis à l'université !

Pour l'Université le processus est largement avancé. **Avec la loi d'«autonomie», l'État n'a plus d'obligation financière envers les universités, ces dernières vont donc se tourner vers des partenaires privés et des collectivités territoriales (régions, départements...) pour assurer leur financement.**

Ces bailleurs de fonds n'investiront pas dans les universités sans contreparties : ils auront un contrôle direct sur le contenu des enseignements (par une place privilégiée au conseil d'administration) et pourront se servir à volonté dans le vivier de main-d'œuvre gratuite que constitue le milieu étudiant (stages...).

On imagine bien les implications notamment sur la recherche : par exemple, nous pourrions nous interroger sur la validité d'une recherche universitaire sur les OGM financée par la firme Monsanto (fournisseur de semences OGM).

L'objectif de la réforme est de transformer l'Université en structure chargée de fournir une main-d'œuvre acritique et docile au service de la

concurrence entre entreprises, entre régions, villes. La recherche pourra être réorientée pour fournir des expertises visant à perfectionner et à légitimer la domination économique, sociale et politique d'une minorité.

Et les étudiant-e-s dans tout ça ?

Comme deuxième source de financement, les universités accéléreront l'augmentation des frais d'inscription excluant de fait une part importante d'étudiant-e-s potentiels.

Celle-ci s'accompagnera d'une **sélection à l'entrée de l'Université** par la mise en place d'une orientation active qui vise à dissuader les lycéen-ne-s de poursuivre leurs études à la fac, particulièrement pour ceux et celles qui sont issus de filières techniques et professionnelles.

Des projets similaires avaient été repoussés par les étudiant-e-s et lycéen-ne-s en 1998 avec la réforme Allègre ou en 2005 avec la loi Fillon. En remettant sur la table les mêmes propositions, **le gouvernement teste la capacité de résistance des étudiant-e-s et lycéen-ne-s, pour sans doute porter atteinte plus gravement à nos conditions de vie et d'études.**

Le changement s'imposera par les luttes !

Le mouvement contre la loi « sur l'égalité des chances » en 2006 nous avait démontré que seule la mobilisation collective permettait de faire reculer les attaques de ceux et celles qui dirigent. **Il y a donc nécessité, dès ce début d'année, de se réunir, s'informer et s'organiser pour préparer la mobilisation.**

C'est aussi par ce genre de lutte, par l'action et la confrontation d'idées, que l'on construira une alternative au système. La démocratie, l'égalité, la justice... ne doivent pas rester des mots vains et des concepts creux d'éducation civique, mais au contraire devenir des pratiques qui se construiront collectivement par les luttes.

Anticapitalisme
Autogestion

**ALTERNATIVE
LIBERTAIRE**

BP 295, 75921 Paris Cedex 19

www.alternative.libertaire.org

[http://mapage.nooos.fr/alalsace/
strasbourg@alternative.libertaire.org](http://mapage.nooos.fr/alalsace/strasbourg@alternative.libertaire.org)